

Unité départementale du Loiret
3 rue du carbone
45072 Orléans Cedex2

Orléans, le 10/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRANDT France

18 rue du 11 Octobre
BP 105
45140 Saint-Jean-De-La-Ruelle

Références : 128/2025
Code AIOT : 0010000942

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2025 dans l'établissement BRANDT France implanté 18, rue du 11 octobre BP 105 45140 Saint-Jean-de-la-Ruelle. L'inspection a été annoncée le 22/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANDT France
- 18, rue du 11 octobre BP 105 45140 Saint-Jean-de-la-Ruelle
- Code AIOT : 0010000942
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BRANDT fabrique des appareils électroménagers de cuisson des marques BRANDT, DE DIETRICH, SAUTER et VEDETTE.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection recommande à l'exploitant de mettre en place un dispositif de détection automatique

d'incendie au droit du transformateur situé dans la mezzanine de l'atelier tôlerie.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 7.3.3.	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
2	Sécurité et lutte contre l'incendie - Système de détection automatique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
3	Sécurité et lutte contre l'incendie - Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 7.6.3.	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
4	Sécurité et lutte contre l'incendie - Désenfumage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 7.3.5.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	Installations de traitement de surface - Sécurité	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
8	Plan de gestion des	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012,	/	Demande de justificatif à	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	solvants	article 8.5.1.2. et 8.5.1.3.		l'exploitant, Demande d'action corrective	
9	Fréquence de l'autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 9.2.1.1.	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
10	Respect des conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 3.2.	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
13	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 3.2.	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
14	Modification des installations	Code de l'environnement du 05/02/2025, article R.181-46.II	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Sécurité et lutte contre l'incendie - Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 7.6.2.	Sans objet
11	Respect des valeurs limites des concentrations	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 3.2.4.	Sans objet
12	Respect des quantités maximales	Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 3.2.5.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	rejetées dans les rejets atmosphériques		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 7.3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 29/01/2025, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de contrôle Q18 du secteur composant daté du 12/07/2024 ; - le rapport de contrôle Q18 du secteur montage daté du 12/07/2024 ; - le rapport de contrôle Q18 des services généraux (postes de distribution et TGBT) daté du 08/08/2024 ; - le rapport de contrôle Q19 de l'atelier montage daté du 31/01/2024 ; - le rapport de contrôle Q19 de l'atelier tôlerie daté du 31/01/2024 ; - le rapport de contrôle Q19 des services généraux daté du 31/01/2024. <p>Les trois rapports de contrôle Q18 font état d'une impossibilité de faire les essais :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un grand nombre de dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) ; - de certains appareils inaccessibles (éclairage dans le secteur composant de l'usine et départs sur CANALIS) ; - des appareils de mesure et bancs d'essais et mesure dans les laboratoires. <p>Lors de la visite précédente en octobre 2023, l'inspection avait déjà relevé que ces mêmes</p>

appareils n'avaient pas pu être contrôlés par le prestataire en août 2023.

Les rapports Q19 font également état d'installations non contrôlées.

Lors de l'inspection, l'exploitant explique ces manques par un défaut du prestataire, auquel il avait été fourni les conditions matérielles permettant un contrôle de l'ensemble des installations. L'exploitant s'engage à suivre la prochaine intervention du prestataire afin de s'assurer du contrôle exhaustif de l'ensemble des installations.

Par ailleurs, ces différents rapports concluent que les installations peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion :

- rapport Q18 du secteur composant : 3 observations dont 1 datant de 2023 ;
- rapport Q18 des services généraux : 19 observations dont 8 datant de 2023 ;
- rapport Q19 de l'atelier tôlerie : 2 anomalies de niveau 2, 1 anomalie de niveau 1.

Lors de l'inspection, l'exploitant indique que les interventions identifiées comme nécessaires sont suivies grâce à un tableur et que l'ensemble des situations relevées par ces rapports Q18 et Q19 ont été traitées. L'inspection constate sur le tableur, transmis par courriel du 11/02/2025, que l'ensemble des points relevés ci-dessus sont indiqués comme traités. Les prochains Q18 et Q19 seront nécessaires pour justifier que les observations ont bien été levées.

Ecart. Absence du contrôle exhaustif des installations électriques et absence de justification du bon entretien de ces installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Sécurité et lutte contre l'incendie - Système de détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement et implantation des détecteurs automatiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :

- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;
- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Constats :

L'arrêté ministériel du 20/04/2023 a modifié les prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 ou 2565. Depuis le 01/07/2024, l'installation d'un dispositif de détection automatique d'incendie ne concerne plus uniquement les locaux à risque définis par l'exploitant mais l'ensemble des locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) et ceux abritant les installations de traitement de surface.

Lors de la visite, l'inspection constate l'installation d'un dispositif de détection automatique au droit des installations de traitement des surfaces. A la suite de la visite, l'exploitant a transmis, par courriel du 11/02/2025, les rapports d'intervention attestant de l'installation d'un dispositif de détection au droit des tunnels de dégraissage existants (tunnel nord, tunnel sud et tunnel peinture), de la zone d'installation d'un futur tunnel de dégraissage, de l'étuve de dégraissage, de la machine utilisant de la colle avec substance H225 pour l'assemblage des inducteurs et des deux locaux autocom.

Cependant, le plan de gestion des solvants, transmis par l'exploitant par courriel du 29/01/2025, indique également l'utilisation de nettoyeurs, considérés comme liquides inflammables. Or, l'exploitant ne démontre pas l'installation d'un dispositif de détection automatique d'incendie au droit des zones d'utilisation de ces produits.

Ecart. Absence d'un dispositif de détection incendie dans certains locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Sécurité et lutte contre l'incendie - Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 7.6.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des ressources en eau et mousse

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose des moyens de lutte contre l'incendie définis ci-après :

[...]

- un réseau d'incendie fixe composé de deux poteaux d'incendie interne à l'établissement.

Compte tenu de la plus grande surface non-recoupée (4 561 m²), de l'activité exercée (stockage),

la défense contre l'incendie est assurée par des hydrants conformes aux normes françaises en vigueur susceptibles de fournir un débit simultané de 450 m³/h sous une pression de 1 bar. Cette ressource peut être extérieure à l'établissement.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de la ressource en eau incendie.

Constats :

Par courriel du 29/01/2025, l'exploitant a transmis une fiche d'intervention pour le contrôle de débit des 2 poteaux internes, datée du 03/06/2024. Ce document indique un résultat non conforme.

Lors de la visite, l'exploitant indique à l'inspection que, suite au résultat de ce contrôle, il s'est rapproché du SDIS du Loiret afin de déterminer la solution opportune pour satisfaire ses besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie. L'exploitant indique envisager l'installation d'une citerne souple dotée d'un groupe motopompe et transmet, par courriel du 11/02/2025, un devis daté d'octobre 2024 relatif à l'installation d'un tel dispositif.

Ecart. L'exploitant n'est pas en mesure d'assurer le débit nécessaire à la défense incendie du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Sécurité et lutte contre l'incendie - Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de désenfumage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Art. 13 AM 09/04/2019

Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. [...]

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons

ou cellule.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus. [...]

Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.

Art. 7.6.2 AP 11/09/2012

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant communique à l'inspection le rapport de contrôle du système de désenfumage, daté du 21/10/24. Ce rapport fait état de 10 appareils non fonctionnels et 3 appareils nécessitant des travaux. L'exploitant indique à l'inspection avoir contracté avec un prestataire pour la réalisation des interventions nécessaires. Par courriel du 11/02/2025, l'exploitant transmet un devis, daté du 27/01/2025, pour la remise en conformité du système de désenfumage, ainsi que l'ordre de réparation correspondant, daté du 28/01/2025.

Ecart. Absence du maintien en bon état du système de désenfumage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Sécurité et lutte contre l'incendie - Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 7.6.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Par courriel du 29/01/2025, l'exploitant a transmis :

- un rapport d'intervention, daté du 10/09/2024, pour le contrôle des RIA ;
- un rapport d'intervention, daté du 10/09/2024, pour le contrôle des extincteurs ;
- un rapport d'intervention, daté du 07/03/2024, pour le contrôle des poteaux incendie.

Ces trois rapports concluent à la conformité des installations.

Lors de la visite, l'exploitant indique à l'inspection que le système d'extinction automatique a été contrôlé et certifié conforme. Par courriel du 11/02/2025, l'exploitant transmet le rapport de contrôle correspondant, daté du 22/05/2024, qui conclut en effet à la conformité de ce système.

Absence d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 7.3.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...]Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent.[...]

Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

Constats :

Par courriel du 29/01/2025, l'exploitant a transmis un rapport de vérification visuelle du risque foudre daté du 9 septembre 2024.

Ce document indique que 4 parafoudres sont à remplacer et que des interventions sont nécessaires au niveau des coffrets derrière le poste gardien (mise à la terre des drains, adaptation des dispositifs de protection contre la foudre selon les technologies installées).

Lors de la visite, l'exploitant indique que ces actions ont été effectuées.

Par courriel du 11/02/2025, l'exploitant transmet à l'inspection des photos des 4 parafoudres qui

<p>ont été remplacés.</p> <p>L'exploitant ne justifie pas de la réalisation des interventions au niveau des coffrets derrière le <u>poste gardien</u>.</p> <p>Nota: L'inspection n'a pas examiné la dernière vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre.</p> <p>Ecart. L'exploitant ne justifie pas de la remise en état des dispositifs de protection contre la foudre à la suite de la vérification visuelle du 09/09/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 7 : Installations de traitement de surface - Sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et régulation thermique</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 29/01/2025, l'exploitant a transmis une copie du registre de contrôle pour les</p>

tunnels de traitement de surface. Ce document ne consigne que 10 tests effectués au cours de l'année 2024. Lors de l'inspection, l'exploitant explique cette faible fréquence de contrôle par un manque de ressources humaines disponibles.

Ecart. Périodicité hebdomadaire du test de bon fonctionnement de l'asservissement des dispositifs de chauffage des bains de traitement thermique non respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 8.5.1.2. et 8.5.1.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants

Prescription contrôlée :

L'établissement consomme plus d'une tonne de solvant et moins de 5 tonnes de solvants par an. L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.

Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le PGS peut-être établi conformément au guide INERIS en vigueur à la date de réalisation du plan. Les masses mises en œuvre dans le PGS sont exprimées en tonnes de solvants et non en équivalent carbone.

[...]

Le flux des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisés.

Constats :

Par courriel du 29/01/2025, l'exploitant a transmis son plan de gestion des solvants pour l'année 2023.

D'après ce document, la quantité totale de solvant consommée était de 611 kg.

Lors de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure d'explicitier la méthode de calcul utilisée pour effectuer cette estimation.

L'inspection constate que les méthodes utilisées pour calculer les différents flux ne correspondent pas à celles définies par le guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants de l'INERIS.

A titre d'exemple, pour le traitement de surface, les rejets canalisés sont calculés par soustraction de la quantité de solvant évacuée à partir des bains de dégraissage (54 kg) à la quantité de solvant utilisée pour l'ensemble des applications (sérigraphie, application de colle et traitement de surface) (611 kg).

Ces erreurs méthodologiques ne permettent pas de déterminer la part du flux des émissions

diffuses dans la quantité de solvants utilisés et, par conséquent, de statuer sur la conformité à l'article 8.5.1.3. de l'arrêté préfectoral.

Ecart. Le plan de gestion des solvants n'est pas établi selon la méthodologie prescrite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Fréquence de l'autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 9.2.1.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une surveillance annuelle des rejets atmosphériques des 16 émissaires de ses installations, par un organisme agréé et accrédité par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, telle que définie :

Installations de traitement de surfaces

Paramètres	Conduits n° 1, 2, 3, 4 Nature de l'auto surveillance
Acidité totale exprimé en H	Annuelle
Alcalins exprimés en OH	Annuelle
Oxyde d'Azote exprimé en NO	Annuelle
Composés fluorés exprimés en F	Annuelle
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)	Annuelle

Installations d'applications d'email

Paramètres	Conduits n° 5, 6, 7, 8 Nature de l'auto surveillance
Poussières totales	Annuelle

Installations d'applications de peinture en poudre

Paramètres	Conduits n° 9, 10 Nature de l'auto surveillance
Poussières totales	Annuelle

Fours d'émaillage

Paramètres	Conduits n° 11, 12 Nature de l'auto surveillance
Poussières totales	Annuelle
Fluor (et composés inorganiques du fluor exprimés en HF)	Annuelle

Fours de cuisson de la peinture

Paramètres	Conduits n° 13 Nature de l'auto surveillance
Poussières totales	Annuelle

Paramètres	Conduits n° 14 Nature de l'auto surveillance
Oxyde d'azote (exprimé en NO ₂)	Annuelle
Oxyde de soufre (exprimé en SO ₂)	Annuelle

Installations de sérigraphie

Paramètres	Conduits n° 15 Nature de l'auto surveillance
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)	Annuelle

Etuve de séchage

Paramètres	Conduits n° 16 Nature de l'auto surveillance
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)	Annuelle
Oxyde d'azote (exprimé en NO ₂)	Annuelle

L'exploitant met en place une auto surveillance bisannuelle des rejets atmosphériques des 2 émissaires de ses chaufferies principales telle que définie :

Chaufferies principales

Paramètres	Conduits n° 17, 18 Nature de l'auto surveillance
------------	--

Oxyde d'azote (exprimé en NO2)	Bisannuelle Selon code de l'environnement
Oxyde de soufre (exprimé en SO2)	Bisannuelle Selon code de l'environnement

Constats :

Le rapport de mesure des rejets atmosphérique réalisé au titre de l'année 2024, transmis par l'exploitant lors de l'inspection, ne porte que sur 5 des 16 émissaires devant faire l'objet d'une surveillance annuelle d'après l'arrêté préfectoral d'autorisation.

De plus, pour 4 des 5 émissaires ayant fait l'objet de mesures (les 4 installations de traitement de surface), 4 paramètres devant faire l'objet d'une surveillance n'ont pas été mesurés (acidité totale, alcalins, oxydes d'azote, composés fluorés).

Par courriel du 12/02/2025, l'exploitant transmet en complément des rapports de contrôle, datés du 29/04/2024, portant sur les rejets des émissaires des chaufferies (conduits n°17 et 18), soumis à une autosurveillance bisannuelle. Toutefois, ces rapports ne portent que sur l'un des deux paramètres devant faire l'objet d'une surveillance.

Ecart. L'exploitant ne réalise pas une autosurveillance exhaustive d'une part de l'ensemble des points de rejets et d'autre part de l'ensemble des paramètres associés aux points de rejets contrôlés au titre de 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Respect des conditions générales de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 3.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.
[...]

	Hauteur en m	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit n°1	6	3110	5

Conduit n°2	7	17500	9
Conduit n°3	6	6990	11,9
Conduit n°4	6	9090	14
Conduit n°5	6	4440	4,1
Conduit n°6	6	4790	4
Conduit n°7	6	2620	2,4
Conduit n°8	6	2300	2
Conduit n°9	6	11800	18,5

Conduit n°10	15	3260	5
Conduit n°11	6	7790	11,5
Conduit n°12	6	3650	17
Conduit n°13	12	2640	6,8
Conduit n°14	5	210	7,9
Conduit n°15	6	1240	12,3
Conduit n°16	6	180	3,8
Conduit n°17 (chaudière n°1)	20	1650	5
Conduit n°18 (chaudière n°2)	20	1650	5

Constats :

D'après le rapport de mesure des rejets atmosphérique réalisé au titre de l'année 2024, la vitesse de rejet de l'émissaire n°15 (atelier de sérigraphie) n'est pas conforme (vitesse au débouché de 6 m/s contre une vitesse minimale de 12,3 m/s).

Les rapports de contrôle portant sur les chaufferies, transmis par courriel du 12/02/2025, ne mentionnent pas de vitesse d'éjection et ne permettent donc pas de statuer sur la conformité des conditions générales des rejets correspondants. Il en est de même pour les émissaires n'ayant pas

fait l'objet de mesures dans le rapport suscité.

Ecart. Absence du respect de la vitesse d'éjection au point de rejet n°15 et absence de vérification de la vitesse d'éjection au niveau des points de rejet des chaufferies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Respect des valeurs limites des concentrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 3.2.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 3.2.4.1 Installations de traitement de surfaces

Paramètres	Concentration instantanées conduits n° 1, 2, 3, 4 (en mg/Nm3)
Acidité totale exprimé en H	8,5
Alcalins exprimés en OH	10
Oxyde d'Azote exprimé en NO	200
Composés fluorés exprimés en F	2
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)	110

Article 3.2.4.2 Installations d'applications d'email

Paramètres	Concentration instantanées conduits n° 5, 6, 7,8 (en mg/Nm3)
Poussières totales	40

Article 3.2.4.3 Installations d'applications de peinture en poudre

Paramètres	Concentration instantanées conduits n° 9, 10 (en mg/Nm3)
Poussières totales	40

Article 3.2.4.4 Fours d'émaillage

Paramètres	Concentration instantanées conduits n° 11, 12 (en mg/Nm3)
Poussières totales	100
Fluor (et composés inorganiques du fluor exprimés en HF)	5

Article 3.2.4.5 Fours de cuisson de la peinture

Paramètres	Concentration instantanées conduits n° 13 (en mg/Nm3)
Poussières totales	40

Paramètres	Concentration instantanées conduits n° 14 (en mg/Nm3)
Oxyde d'azote (exprimé en NO2)	400
Oxyde de soufre (exprimé en SO2)	35

Article 3.2.4.6 Installations de sérigraphie

Paramètres	Concentration instantanées conduits n° 15 (en mg/Nm3)
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)	110

Article 3.2.4.7 Etuve de séchage

Paramètres	Concentration instantanées conduits n° 16(en mg/Nm3)
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)	110
Oxyde d'azote (exprimé en NO2)	200

Article 3.2.4.8 Chaufferies principales

Paramètres	Concentration instantanées conduits n° 17, 18 (en mg/Nm3)
------------	--

	(en mg/Nm3)
Oxyde d'azote (exprimé en NO2)	150
Oxyde de soufre (exprimé en SO2)	35

Constats :

Pour les émissaires ayant fait l'objet de mesures au titre de l'année 2024 (N°1, 2, 3, 4, 15, 17 et 18) et les paramètres analysés (COVNM pour les conduits N° 1, 2, 3, 4, 15 et oxydes d'azote pour les N°17 et 18), les valeurs limites des concentrations sont respectées.

Absence d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Respect des quantités maximales rejetées dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 3.2.5.

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduit n°5	Conduit n°6
Paramètres	g/h	g/h	g/h	g/h	g/h	g/h
Acidité totale exprimé en H	1,55	8,75	3,49	4,54		
Alcalins exprimés en OH	31,1	175,0	69,9	90,9		
Oxyde d'azote exprimé en NO2	622,0	3500,0	1398,0	1818,0		
Composés					177,6	191,5

fluorés exprimés en F						
Poussières totales						
Fluor (et composés inorganiqu es du fluor exprimés en HF)						
Oxyde de soufre exprimé en SO2						
Composés organiques volatils n o n méthaniqu e s (COVNM)	342,10	1925,0	768,9	999,9		

	Conduit n°7	Conduit n°8	Conduit n°9	Conduit n°10	Conduit n°11	Conduit n°12
Paramètre s	g/h	g/h	g/h	g/h	g/h	g/h
Acidité totale exprimé en H						
Alcalins exprimés en OH						
Oxyde d'azote exprimé en NO2						

Composés fluorés exprimés en F						
Poussières totales	104,8	92,0	472,0	130,4	779,0	365,0
Fluor (et composés inorganiques du fluor exprimés en HF)					38,95	18,25
Oxyde de soufre exprimé en SO ₂						
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)						

	Conduit n°13	Conduit n°14	Conduit n°15	Conduit n°16	Conduit n°17	Conduit n°18
Paramètres	g/h	g/h	g/h	g/h	g/h	g/h
Acidité totale exprimé en H						
Alcalins exprimés en OH						
Oxyde d'azote exprimé		84,0		36,0	247,5	247,5

en NO2						
Composés fluorés exprimés en F						
Poussières totales	105,6					
Fluor (et composés inorganiques du fluor exprimés en HF)						
Oxyde de soufre exprimé en SO2		7,35			57,75	57,75
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)			136,4	19,80		

Constats :

Pour les émissaires ayant fait l'objet de mesures des quantités rejetées au titre de l'année 2024 (N°1, 2, 3, 4 et 15) et le paramètre analysé (COVNM), les quantités maximales rejetées dans l'atmosphère sont respectées.

Absence d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2012, article 3.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

R. 181-46.II du Code de l'environnement

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux

autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Art. 3.2 AP 11/09/2012

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

[...]

N° de conduit	Installations raccordées	Emissions en sortie d'installation
1	Tunnel de dégraissage - peinture P10	Acido-basiques
2	Tunnel de dégraissage - Sud S10 - Emaillage décor	Acido-basiques
3	Tunnel de dégraissage du TS Nord (entrée) - Emaillage intérieur	Acido-basiques
4	Tunnel de dégraissage du TS Nord (sortie) - Emaillage intérieur	Acido-basiques
5	S 60 - Masse sous couche couleur 1 - Email couleur liquide	Poussières
6	S 70 - Masse sous couche couleur 1 - Email couleur liquide	Poussières
7	Masse sous couche blanc 1 - Email blanc liquide	Poussières
8	Masse sous couche blanc 2 - Email blanc liquide	Poussières
9	Peinture blanc	Poussières
10	Peinture brun	Poussières

11	Four émaillage TS Nord	Poussières - HF
12	Four émaillage TS Sud	Poussières - HF
13	Four de cuisson peinture (rejet)	Poussières
14	Four de cuisson peinture (brûleur)	Oxyde d'azote
15	Atelier sérigraphie	COV
16	Etuve de séchage par évaporation	COV, Oxyde d'azote, CO2, CO
17	Chaudière n° 1	Oxyde d'azote
18	Chaudière n° 2	Oxyde d'azote

Constats :

Le rapport d'autosurveillance des rejets atmosphériques réalisé au titre de l'année 2023 et transmis à l'inspection par courriel du 29/01/2025 fait état de :

- trois émissaires correspondant aux installations d'application de peintures (conduits n°9, 10 et 10bis - contre seulement deux conduits indiqués dans l'arrêté préfectoral d'autorisation) ;
- deux émissaires correspondants à des étuves de séchage (conduit n°16 et 19 - contre seulement une étuve indiquée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation).

Par courriel du 11/02/2025, l'exploitant transmet une carte des points de rejet atmosphérique de l'établissement qui mentionne également :

- trois émissaires pour les installations d'application de peintures (n°9, 10 et 10*) ;
- deux émissaires correspondants à des étuves (n°16 et 19) ;
- un émissaire correspondant à une cabine Wagner (n°20).

Cette carte confirme que les conduits n°5 et 6 renseignés dans l'arrêté préfectoral et correspondants aux cabines S60 et S70 ne sont plus utilisés et ont été remplacés par des points de rejets intérieur.

Ecart. Existence de rejets non prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit porter à la connaissance de Madame la Préfète les modifications notables de ses installations et doit actualiser, le cas échéant, le classement de celles-ci vis-à-vis de la nomenclature ICPE. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/02/2025, article R.181-46.II
Thème(s) : Situation administrative, Modification notable des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate la mise en place d'une nouvelle cabine d'émaillage, sans que cette modification n'ait été préalablement portée à la connaissance de l'autorité préfectorale.</p> <p>Ecart. Absence de transmission d'un dossier de porter à connaissance avant réalisation d'une modification des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un dossier de porter à la connaissance concernant l'ensemble des modifications apportées sur ses installations (équipements arrêtés, nouveaux équipements installés) et les modifications prévues à court terme, en précisant l'ensemble des éléments d'appréciation associés (tableau de classement actualisé, liste et caractéristiques des points de rejet, etc.).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours